

L'Individu et la Société

Respectable Loge, Parole et Création, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Rapport entre le local, Le national et le supranational, Le courage des « derniers de corvées »

Comment améliorer la prise de conscience que le pays appartient à chaque citoyen et que chaque citoyen doit donc participer et s'impliquer, individuellement et ensemble ?

L'émergence d'un danger nouveau pour l'individu et la collectivité...

L'épidémie de Covid-19 qui frappe le monde nous interpelle par son ampleur et son universalité : plus de 200 pays touchés au 1^{er} septembre 2020, au moins 27 millions de personnes atteintes, 881 000 morts. En Europe, aux États-Unis, en Asie, cette situation est nouvelle pour la grande majorité de ceux et de celles qui, nés après la deuxième guerre mondiale, n'ont pas connu de crise ayant un tel impact sur la société et les personnes à une échelle internationale. Elle a été caractérisée par la visibilité donnée au courage des médecins et des soignants, de tous ceux qui assurent le fonctionnement de la société, mettant en exergue les activités, les entreprises et les personnes qui assurent le fonctionnement des domaines vitaux de la société. Elle a démontré l'importance et la nécessité de l'accompagnement au plus près des populations, en « intimité » avec les plus fragiles, alors que les échelons nationaux et supranationaux ne semblaient gérer que des chiffres et des statistiques. Les « premiers de cordée » ont laissé place aux « derniers de corvée » dans l'urgence et la nécessité de gestion quotidienne de la pandémie. Elle a prouvé combien l'implication individuelle est essentielle tout à la fois dans la lutte commune contre la pandémie et le potentiel redémarrage d'après...

Remettant profondément en cause la mondialisation et l'individualisme...

Pour la société et les individus qui la composent, cette situation de crise a été le rappel de points déterminants sur le fonctionnement d'un vivre ensemble équilibré et en capacité de faire face à des menaces inattendues et particulièrement offensives. La mort peut frapper de façon inattendue, amenant potentiellement à une réflexion personnelle sur son existence et sur le sens de sa propre vie. Chaque individu dépend des autres, qui étaient souvent moins visibles dans d'autres situations : médecins et soignants, mais aussi éboueurs, postiers, enseignants, conducteurs de bus, policiers, agriculteurs, tous ceux qui travaillent dans la distribution alimentaire... La résilience est principalement collective quand la résignation est liée au sentiment individuel d'abandon et à la faculté de renonciation.

Plus largement, la pandémie a démontré à quel point le fossé semble s'être creusé entre les « élites » et le peuple, même si le mouvement des gilets jaunes en avait été une indication et une alerte en France. Les populations des pays touchés se sont rapidement rendu compte que la souveraineté est une nécessité sur des domaines tels que la santé, l'alimentation ou l'énergie, quand certains chiffres alarmants se sont affichés sur la dépendance envers l'Asie dans le domaine des molécules et des médicaments pour ne citer que ceux-là. Il est soudain apparu que la souveraineté est à la fois un grand privilège, mais aussi une grande responsabilité que nos gouvernants actuels sont dans l'incapacité idéologiques d'assumer même dans le plus grand péril et en l'absence d'autres solutions. L'Europe et les États qui la composent ont montré leurs limites alors qu'ils étaient censés représenter le recours.

Si le mot courage a été prononcé sans surprise pour les médecins et les autres soignants qui étaient au « front » pour soigner ceux qui étaient frappés par l'épidémie, avec un risque de contamination et de mort pour eux même, il a été également été évoqué pour d'autres professions moins habituées à être valorisées. Il en est ainsi de celles qui ont eu nécessairement des contacts rapprochés avec des personnes du fait même de leur activité, mais également de celles qui ont apporté les services indispensables à la vie des autres, afin notamment qu'ils puissent s'alimenter, disposer de bonnes conditions d'hygiène, effectuer des déplacements de première nécessité.

Il convient de distinguer le courage, vertu individuelle, philosophique ou morale que chacun a pu mettre en œuvre pendant cette crise, et les actions de certains plus spécifiquement, nécessitant pour être accomplis un contact à l'autre malgré le réel danger pour sa propre vie. Les éboueurs, les conducteurs de camions ou de bus, les personnels des entreprises de distribution alimentaires, les commerçants, les employés en charge du nettoyage des immeubles... ont notamment à ce titre été mis sous les feux de la rampe. Dans ces circonstances exceptionnelles, il semble que beaucoup aient découvert ou redécouvert l'importance de ce qui semble « aller de soi », et dont on ne se rend plus compte quand

tout va bien (se nourrir, se soigner, vivre dans l'hygiène, se déplacer), et dans le même temps les professions qui assurent le fonctionnement des services liés à ces besoins élémentaires.

De même, nous avons tous découvert à quel point le recours à une communauté protectrice, la commune, la région, l'État... que l'on fustige aisément quand tout va bien devient une nécessité quand le danger est là. L'individualisme magnifié et porté au pinacle apparaît soudain pour ce qu'il est, une soumission totale et anonyme au système mondialiste déshumanisant. L'équilibre entre l'action individuelle et l'État protecteur à défaut de « providence » est nécessaire au « vivre ensemble ». Mais il est nécessaire pour cela qu'une pédagogie soit engagée sur le coût et le risque sous-jacents. Il est impératif que le peuple puisse contrôler, en toute souveraineté, le bon accomplissement des compétences déléguées en toute démocratie et en toute proximité.

Au profit d'un nouveau modèle de société.

La bonne nouvelle malgré tout est que le Monde d'Après existe déjà ! C'est celui de l'économie sociale et solidaire avec un modèle économique fondé sur des valeurs de respect de l'environnement, des entreprises, des travailleurs sans oublier les droits de l'homme ; de partage des compétences, des connaissances mais également des richesses ; de solidarité entre les pays, entre les entreprises, entre les salariés mais aussi entre voisins. C'est un modèle économique de bon sens dans lequel l'argent n'est plus une fin en soi, mais un moyen pour construire un monde plus équilibré, juste et pérenne. Finalement c'est un modèle économique qui permet à l'Homme d'assurer sa survie tout en préservant la société et la nature dans laquelle il vit.

Mais pour que cette société d'« Après » soit meilleure que celle de d'« Avant », qu'elle s'instaure plus durablement comme un fait et non une simple incantation, plusieurs éléments doivent être pris en compte. Cela passe notamment par la valorisation pérenne des professions pas ou peu visibles avant la crise, et qui se sont révélés indispensables, tant dans les moyens alloués que dans les rémunérations accordées. Il en va de la cohésion de notre nation et de notre société, du respect de ses valeurs, et de la façon dont la jeunesse souhaitera s'engager dans ces professions. L'image qui est donnée de ces professions dans l'Éducation, la Communication et la Presse notamment doit ainsi faire l'objet de messages très clairs sur leur importance, leur intérêt, et leur utilité pour notre « vivre ensemble ».

Il est impératif de redonner également du sens aux corps intermédiaires qui ont été plus que malmenés ces dernières années et qui sont le relai essentiel entre le peuple et les instances dirigeantes à la fois locales et plus éloignées. La préservation et le renforcement de la démocratie passe par une reprise en main du peuple par la voie du vote démocratique et non de la rue. Il ne s'agit pas de remettre en cause la construction supranationale telle que l'Europe, mais de leur donner un élan et une maîtrise plus proche du peuple et davantage soumis à ses attentes, ses espoirs et son discernement.

Enfin, il est de la responsabilité de chacun de s'intéresser beaucoup plus que l'on avait parfois l'habitude de le faire (par habitude, par manque de temps ou par ignorance), à ces personnes que l'on avait l'occasion de croiser sans plus les voir, au fonctionnement de nos instances démocratiques, à la construction d'un modèle de société plus juste et partagé. Cela passe par beaucoup de pédagogie et de temps consacré à la défense de nos valeurs. Mais nous n'en manquons pas...

Shimon Peres nous dresse le chemin à suivre dans cette définition : « La démocratie ne consiste plus à s'engager à ce que tous soient égaux, mais à ce que chacun puisse être différent, tout en étant traité également. Elle n'est plus la revendication de la libre expression, mais de l'auto-expression pour ne pas sombrer dans le trou noir de la globalité. Nous devons le comprendre et laisser la jeunesse bâtir un monde différent. »